

AMÉRIQUE LATINE - Des changements dans les politiques économiques annoncent un virage de l'Amérique latine

Arturo Cancino Cadena

mercredi 1er février 2006, par [Dial](#)

Les politiques néolibérales sont à juger sur leurs résultats, comme toute politique, à la condition de ne pas prendre seulement en compte les taux de croissance, le développement des échanges commerciaux, ou des moyennes générales qui n'expriment rien des inégalités, etc. De même qu'il existe une conception étroite de la pauvreté qui ne la comprend qu'en terme d'insuffisance monétaire, il en va de même pour la richesse. Or, si les critiques des politiques néolibérales ont tant d'écho dans la population latino-américaine, c'est en raison des problèmes d'emploi, de répartition des richesses, d'insuffisance des budgets sociaux, etc. Quand le taux de croissance est érigé en réussite, il faut se demander : croissance de quoi et croissance pour qui ? Il en va de même pour les échanges commerciaux : sont-ils profitables d'abord aux multinationales et aux classes aisées ou d'abord aux populations locales vivant dans la pauvreté ? Il ne suffit qu'il y ait « activité économique » pour que les bienfaits retombent sur tous, contrairement à ce qu'on laisse souvent entendre. Il importe de savoir comment et sur qui les avantages et les coûts sont répartis, qui est vraiment concerné par les bienfaits de la croissance.

Nous présentons ici un article d'ensemble sur les politiques économiques alternatives qui s'esquissent en Amérique latine. Quelques mythes tombent. Les grands principes du libre-échange font de moins en moins la loi et les prophètes. De nouvelles politiques émergent. Des questions essentielles sont posées. Article de Arturo Cancino Cadena, [Nueva Gaceta](#) (Bogotá, Colombie) novembre 2005-mars 2006.

Deux décennies après son application précoce en Bolivie et 15 ans après le Consensus de Washington [on nomme ainsi un condensé de mesures néolibérales, portant sur la discipline budgétaire, la réforme fiscale, la libéralisation des marchés financiers et du commerce, les privatisations, la déréglementation, etc.], la contre-réforme néolibérale et la technocratie qui l'a introduite commencent à être mises en échec dans la plus grande partie de l'Amérique latine. Ce n'est pas tellement dû au fait que certains de ses mentors emblématiques comme John Williamson se sont rétractés sur l'un ou l'autre dogme de l'évangile du marché. C'est un changement très important de l'opinion qui est à l'origine de la crise.

A coup sûr, les critiques faites aux thèses non démontrées de l'école néoclassique sont chaque jour plus nombreuses et argumentées, qu'il s'agisse des bienfaits généraux de la division internationale du travail en raison des « avantages comparatifs », ou de la prétendue inefficacité des politiques de développement promues par l'Etat, ou de la supériorité de l'intérêt privé comme mécanisme de développement. Les mensonges de la théorie sont nombreux et ne résistent pas à une comparaison avec l'évidence historique. Cependant, le facteur déterminant du changement d'orientation est, comme on pouvait s'y attendre, le mécontentement croissant, parmi des secteurs importants de la population dans tous les pays de l'hémisphère, à propos des résultats des privatisations, de la dérégulation du mouvement des biens et des capitaux, de l'élimination du rôle redistributeur de l'État, du démantèlement de la politique sociale, et au

sujet de l'ajustement fiscal.

Toutes ces réalités proviennent de cette conception.

Il y a eu un impact négatif de cette politique sur l'emploi et les salaires. De même pour la tendance à la concentration de la richesse et à l'extension de la pauvreté, ce qui a fait descendre de leur piédestal les « vérités » néolibérales devenues, il y a peu, une espèce de sagesse conventionnelle. Ce piédestal a été édifié par un secteur prédominant de l'université états-unienne et des organismes internationaux comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID). On le perçoit, à l'intérieur pays des latino-américains, à l'opposition croissante, sociale et politique, face à la poursuite de ce modèle économique et aux projets fondés sur lui comme la dénationalisation des ressources naturelles, les grands privilèges accordés au capital étranger, la concurrence inégale avec les importations, l'OMC (Organisation mondiale du commerce), l'ALCA (ou ZLEA, Zone de libre-échange des Amériques), et les traités bilatéraux de « libre-échange ».

Le bilan économique et social

Les chiffres sont éloquentes : dans les deux dernières décennies du siècle passé, l'Amérique latine a connu les taux de croissance les plus bas depuis le début de l'industrialisation à la fin du XIXe siècle. La croissance du produit par habitant s'est ralentie et la région a suspendu sa marche vers le développement, dont l'apogée se situe entre 1950 et 1980. Avec ce renversement de tendance, l'Amérique latine s'est affirmée comme la région de la plus grande inégalité au monde, celle où la part du travail dans les revenus totaux a chuté en passant de 40% en moyenne à près de la moitié, dans le dernier quart de siècle.

De la « décennie perdue » des années 80, on est passé à la décennie décevante du début des années 90. L'absence de stabilité et la crise furent les caractéristiques des économies réformées et ouvertes des pays latino-américains depuis le début de cette dernière période. Le résultat net dans les années 90 fut (...) moins de 1% d'amélioration du revenu par habitant. Les pays les plus importants de la région ont subi une profonde régression, orchestrée par l'effet déprédateur du flux et du reflux des capitaux internationaux : Mexique en 1994, Chili en 1997, Brésil et Colombie en 1999, Argentine en 2001, entre autres. En comparaison avec la moyenne des pays riches regroupés dans l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), le revenu par habitant est tombé de 18 à 12,8% depuis 1980, creusant ainsi le fossé entre les pays riches et le monde du sous-développement.

En 2003, le chômage avait atteint son niveau le plus élevé des 22 dernières années, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), et il y avait 226 millions de Latino-Américains vivant en dessous de la ligne de pauvreté, selon la Banque interaméricaine de développement. En une seule décennie, 15 autres millions d'habitants sont tombés dans la pauvreté. « Le phénomène le plus notable que l'on a enregistré ces dernières années est celui des nouveaux pauvres, des gens qui n'étaient pas pauvres il y a quelques années ou dont les parents ne l'étaient pas. Ils appartenaient à la classe moyenne et ont dégringolé dans l'échelle sociale », selon le commentaire de Bernard Kliksberg de la BID. En Amérique latine, région où l'on a la pire répartition de la richesse, l'écart entre les riches et les pauvres au lieu de diminuer s'est élargi. La BID enregistre 102 millions de personnes ne disposant pas du revenu nécessaire pour consommer le minimum vital en protéines et calories.

Néanmoins, une certaine amélioration a pu être observée dans les 18 derniers mois. En 2004, la croissance régionale a atteint le taux de 5,6%, le meilleur en 25 ans. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), les pauvres sont 220 millions. 96 millions d'entre eux vivent dans l'extrême pauvreté et le nombre de ceux-ci a « seulement » augmenté de 3 millions au cours de l'année dernière. Mais, s'agit-il là d'un effet retardé des réformes néolibérales, comme le voudraient leurs défenseurs ? Quels sont les pays qui sont à la tête de la tendance à l'amélioration ? Ce ne sont pas ceux qui persévèrent dans la logique du marché, mais ceux dont les gouvernements proclament leur désaccord avec le Consensus de Washington et se sont considérablement éloignés de certaines directives clés de l'enseignement néolibéral : Venezuela, Uruguay et Argentine ont connu une croissance respective de 17,6, 12 et 9,1% l'an passé [1] et les projections de croissance pour 2005 dépassent 6% pour une moyenne régionale prévue de l'ordre de 4,4%. Même le Brésil a connu une croissance supérieure à 5% en 2004. Le

géant de la région conserve, à côté de nombreux éléments de l'orthodoxie macroéconomique des années 90, des mécanismes étatiques de développement hérités de son passé développementiste. Ainsi, le gouvernement de Lula da Silva a fait de l'intérêt national le pôle d'orientation de sa politique extérieure et depuis la réunion de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún à la fin de 2003, il est devenu le contrepoids principal de la région face aux Etats-Unis dans des projets comme l'ALCA et dans des organismes comme l'Organisation des Etats américains (OEA).

En contraste, des pays comme la Colombie et le Mexique – les plus liés à la dictature monétariste par leur gouvernement soumis politiquement et idéologiquement au Fonds monétaire international et au gouvernement de Washington – ont eu un taux de croissance inférieure à 4%, assez en dessous de la moyenne régionale. Les projections pour l'année présente [2] ne sont pas meilleures. Evidemment, il y a des cas intermédiaires comme ceux du Chili et du Pérou. En 2004, tous les pays ont bénéficié, de façon plus ou moins grande, de la croissance des exportations et de l'amélioration des prix internationaux, avec un effet positif qui tend à être inversement proportionnel au poids démographique. Mais c'est réellement le poids combiné du premier groupe de pays qui tire vers le haut les moyennes régionales et commence à vaincre la léthargie économique d'un système où la structure de la rente en faveur du capital étranger est imposée à l'Amérique latine depuis deux décennies de néolibéralisme.

A la différence des autres pays, dans ce groupe, non seulement la consommation intérieure est plus dynamique en raison de l'élévation du niveau de vie des foyers, mais elle montre une tendance à une croissance soutenable, moins sujette aux va-et-vient des prix internationaux. L'amélioration des indicateurs clés tels que l'emploi et la répartition des revenus est évident. Il y a également, dans leurs gouvernements, des priorités différentes : ils ne font pas un appel systématique au capital étranger moyennant l'octroi de nouveaux privilèges. Ils ont aussi également peu envie de mériter les éloges du FMI et de répondre aux désirs commerciaux des Etats-Unis...

Le renouveau du nationalisme et de l'intervention de l'Etat

Au cours des dernières années, dans différents pays de l'hémisphère, le mécontentement à l'égard des résultats des politiques d'ajustement et des réformes du marché dans les années 90 a eu pour conséquence qu'ont été portés démocratiquement à la tête des Etats des représentants de projets alternatifs, critiques des politiques gouvernementales auxquelles on attribue la croissance du chômage et de la pauvreté, partisans d'un changement de cap national. Là, la majorité des gens ont voté contre la continuité des partis et des hommes identifiés par l'opinion comme les exécutants obéissants de la « modernisation » néolibérale. Elle a également voté pour un projet de gouvernement de centre-gauche, promu par des coalitions démocratiques de l'opposition et personnifié par des dirigeants peu attachés aux orientations de la Maison Blanche et du FMI. L'expression la plus récente de cette tendance est constituée par la victoire du Front élargi en Uruguay qui, au début de 2005, a conduit à la présidence le médecin socialiste Tabaré Vázquez, avec une majorité importante.

Venezuela

Un des exemples les plus clairs de la nouvelle indépendance politique latino-américaine est sans doute le Venezuela. Contrariant les intérêts de Washington dès l'année 2001, avec la Loi générale sur les hydrocarbures, le gouvernement d'Hugo Chávez, élu en 1998 avec une large majorité, a empêché la dénationalisation souterraine de la richesse pétrolière de son pays, qui avait été mise en avant par la technocratie néolibérale retranchée dans l'entreprise d'Etat Petroleos du Venezuela (PDVSA), avec l'assentiment des gouvernements antérieurs. La récupération du contrôle sur le pétrole par le gouvernement central apparaît comme l'une des causes du coup d'Etat manqué d'avril 2002 qui priva brièvement Chávez de l'exercice du pouvoir.

Le gouvernement vénézuélien a augmenté les royalties que paient les multinationales pour l'exploitation et la vente de ces hydrocarbures, en les faisant passer d'un 1% insignifiant au départ à 30 %. Au scandale de l'orthodoxie monétariste qui prescrit la thésaurisation des devises pour éviter l'inflation et nourrir la « confiance » des bailleurs de fonds, il a utilisé les excédents considérables de la rente pétrolière pour financer les programmes sociaux en faveur de la population la plus pauvre. De même, pour arrêter la fuite

des capitaux, concomitante à la grève patronale prolongée postérieure au coup d'Etat à la fin de 2002, il a établi le contrôle des changes et maintenu le taux de change du bolivar relativement bas, ce qui a facilité l'amélioration de la production intérieure après la récession provoquée par les grandes entreprises en 2003.

D'autre part, il a mis en pratique une politique de développement agricole et encouragé l'industrie nationale, tandis qu'il favorisait la création d'emplois grâce à des programmes de construction de logements populaires, l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire et la recréation d'entreprises publiques dans des secteurs qui avaient été complètement privatisés comme les télécommunications. Quant aux revenus du travail, le salaire minimum a plusieurs fois augmenté plus que l'inflation et des décrets ont été promulgués qui facilitent la stabilité dans le travail. La même politique d'expropriations, qui engendre de fortes réactions, a pour but déclaré d'obliger à un usage productif des actifs immobilisés jusqu'alors par les oligopoles.

Toutes ces mesures ont stimulé l'activité économique et ont fait de la demande intérieure le moteur de la croissance. On peut s'en apercevoir dans l'augmentation de la consommation privée qui, dans le second trimestre de 2005, a augmenté de 18,1%, au-delà de la croissance de la consommation publique (6,7%), générant une augmentation totale de la demande intérieure de 20,8%. Cette dernière a contribué positivement à une croissance extraordinaire du PIB de 9,3% au cours du premier semestre. La Banque centrale du Venezuela attribue le dynamisme de la demande intérieure à la hausse des salaires, aux plans sociaux du gouvernement, à la baisse des taux d'intérêt et à un meilleur accès au crédit. Au cours de la dernière année, l'inflation a chuté d'un tiers pour atteindre 8,9%, de même que le chômage dont il est prévu qu'il baissera pour atteindre 9% avant la fin de l'année 2005.

Ces politiques ont été cataloguées par les fonctionnaires états-uniens comme populistes, mais sans la connotation positive que la période historique ainsi désignée a signifié, en dernier ressort, pour le progrès des pays latino-américains. La secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, a appelé les présidents de la région à s'opposer à ce qu'elle a appelé

« un populisme antidémocratique », faisant clairement référence à la ligne du gouvernement de Chávez. Mais ce dernier, en plus de réitérer l'accusation de Washington sur son ingérence indue dans les affaires internes de son pays, a répondu par une intense activité internationale. Dans le cadre régional, cette activité l'a conduit à rentrer dans le MERCOSUR en 2004 [au titre de membre associé] et a inclus des accords économiques avec des entreprises argentines et brésiliennes, le soutien pétrolier vénézuélien pour garantir la sécurité énergétique des pays voisins, la création conjointe avec trois des pays du Cône Sud d'une chaîne d'information (TELESUR). Il faut aussi mentionner l'appui à la Bolivie pour la nationalisation du gaz, le rachat de la dette extérieure de l'Argentine et de l'Equateur et la proposition d'un service de raffinage des combustibles dans ces derniers pays. Il faut aussi mentionner la participation active dans la Communauté des nations promue par le Brésil (et plus récemment dans la CAN - Communauté andine) et l'offre de financer l'agrandissement de la raffinerie de Cartagena en Colombie, entre autres choses. A cela s'ajoute son opposition aux propositions faites par les Etats-Unis dans l'ALCA, qu'il estime désavantageuses pour les pays latino-américains ; il est en cela en accord avec la position des pays du MERCOSUR.

L'exemple argentin

Un autre exemple est l'Argentine, autrefois élève favori du FMI et du Département du Trésor des Etats-Unis sous les deux gouvernements de Carlos Menem dans les années 90 et de Fernando de la Rúa dans les années 2000. Bien qu'appartenant à des partis distincts, on peut dire que les deux présidents avaient quelque chose en commun : leur adhésion au néolibéralisme et à Domingo Cavallo, ministre de l'économie et cerveau de la « convertibilité » monétaire, de la dérégulation financière et commerciale et des privatisations. Le schéma monté par cet illustre diplômé d'Harvard avait réussi à miner l'activité productive et l'emploi en Argentine. En plus des importations et de la pauvreté, il a provoqué la détérioration de la balance des paiements et la dépendance à l'égard des capitaux étrangers, de plus en plus spéculatifs et à court terme.

Avec le temps et la fin de la mise aux enchères des actifs de l'Etat, l'ouverture des capitaux et la cupidité des prêteurs ont entraîné l'augmentation de la dette à des niveaux qui la rendaient impayable, ce qui a provoqué la fuite massive des « capitaux hirondelle » à la fin de 2001. La fiction de la parité de change avec le dollar a disparu et le peso argentin s'est effondré de 400%. Quand est survenue la suspension des paiements, l'Argentine fut envoyée aux enfers par le FMI et accusée d'irresponsabilité et de vénalité.

Après que la révolte populaire causée par la crise économique ait obligé Fernando de la Rúa à se retirer, le nouveau gouvernement péroniste d'Eduardo Duhalde nomma l'actuel ministre de l'économie Roberto Lavagna qui établit des contrôles stricts sur le secteur financier et affronta le FMI. Le Fonds monétaire international prétendait contraindre l'Argentine à faire un ajustement fiscal qui aurait asphyxié l'économie et sacrifier l'amélioration de la situation pour payer ponctuellement les créanciers. En plus de cette proposition, le FMI entendait forcer le pays à dégager un excédent budgétaire élevé, en augmentant les impôts et en taillant dans les dépenses publiques. Roberto Lavagna résista aux pressions et le nouveau président Néstor Kirchner annonça qu'il donnerait la priorité à l'amélioration de la situation et au bien-être des Argentins sur les intérêts des créanciers. Ultérieurement, sans l'aval du Fonds monétaire, le gouvernement argentin entreprit une négociation directe avec les détenteurs de bons du Trésor destinée à préserver l'espace fiscal pour réanimer l'économie. Les bons résultats de l'économie en Argentine ont montré que, pour endetté que soit un pays, il peut renégocier ses obligations avec ses créanciers, sans se soumettre aux conditions écrasantes du FMI, du moment qu'il ne permet pas à ce dernier de gérer sa politique économique et ses réserves internationales.

Bien que les effets de la crise n'aient pas disparu et que les piqueteros qui se manifestèrent lors des journées contre le gouvernement de Fernando de la Rúa ne voient aucune raison suffisante de se démobiliser, le gouvernement actuel maintient une aide pour les chômeurs et a mis en route un programme de travaux publics pour créer de l'emploi à partir de l'Etat. D'autre part, la dévaluation a permis la récupération des entreprises du pays. Plus de 2,5 millions de postes de travail ont été générés et au cours de la dernière année le chômage a baissé, passant de 14,8 à 11%, c'est-à-dire à la moitié des 22% qu'il avait atteint au pire moment de la récession. De plus, le gouvernement a procédé à des ajustements de salaires plus forts que l'inflation et il a maîtrisé les multinationales qui contrôlent les entreprises de services privés qui font pression pour de fortes hausses des tarifs. En 2004, l'Argentine a occupé la première place en Amérique latine pour l'indice de développement humain de l'ONU et les inégalités ont diminué.

Toutes ces mesures convergent pour assurer une demande intérieure rigoureuse qui pousse la croissance de l'économie vers des niveaux élevés observés. Une plus grande consommation privée a même provoqué une légère hausse de l'inflation. Face à l'amélioration économique, l'entrée de capitaux étrangers qui favorisent la réévaluation de la monnaie a progressé, ce que le FMI approuve. Mais le gouvernement de Néstor Kirchner, qui a pour priorité la croissance du secteur productif, a catégoriquement refusé cette recommandation et, à sa place, il a décidé un dépôt obligatoire de 30% et une période minimale d'investissement d'un an avant la récupération des capitaux, pour décourager l'entrée de capitaux spéculatifs. Ainsi, l'Argentine fait usage d'un instrument proscrit par l'orthodoxie monétariste qui, avec la promotion des salaires et de l'emploi, vaudra certainement à son gouvernement le qualificatif négatif de populiste.

En plus de resserrer ses liens avec le Venezuela, le gouvernement argentin s'est aligné en politique extérieure sur le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay à l'intérieur du MERCOSUR, aussi bien en s'opposant au modèle de l'ALCA conçu par les Etats-Unis, que dans sa négociation en bloc avec l'Union européenne. Le président Néstor Kirchner a la réputation de parler durement. De façon caractéristique, il a récemment exigé des puissances que, de même qu'elles réclament le paiement de la dette financière, « elles se préparent à écouter notre ferme revendication pour solder leurs dettes environnementales avec le reste du monde ».

La pression populaire face au gouvernement

Toutefois, ce serait une erreur de penser que le courant antihégémonique consiste seulement dans

l'insubordination de quelques gouvernements. Sur tout le continent, au cours des dernières années, le désaccord avec la pensée unique imposée par le néolibéralisme a revêtu une expression sociale. En même temps que des questions sont posées à cette idéologie par des scientifiques sous différents aspects, de vastes secteurs de la société manifestent dans ces pays une opposition croissante aux résultats coûteux de l'« efficacité privée » pour fournir des biens publics et l'absence d'intervention de l'Etat dans la promotion de la production nationale et la création d'emplois formels. Il y a des protestations massives adressées aux gouvernements pour l'obéissance aveugle aux directives du FMI qui favorisent la spéculation financière, la diminution de la dépense sociale, les privatisations, la saturation du marché intérieur par les importations et la fuite à l'étranger de la richesse nationale.

La Bolivie

Dans le cas de la Bolivie, où une alliance du mouvement indigène (les indigènes constituent 65 % de la population) et de la Centrale ouvrière bolivienne a éliminé du pouvoir Gonzalo Sánchez de Lozada en 2003, à la suite du mécontentement général sur la situation économique et en raison de l'approbation d'un projet d'exportation de gaz naturel vers les Etats-Unis, via le Chili. La Bolivie compte sur la seconde réserve de gaz du continent, évaluée à 54,9 trillions de pieds cubiques.

L'investissement étranger de 6 milliards de dollars rapporterait aux multinationales près de 1,6 milliard par an, ne laissant à l'Etat bolivien que quelque 80 millions de dollars annuels. Comme cela s'est produit avec l'argent et l'étain, ce pays, le plus pauvre de l'Amérique du Sud, verrait de nouveau d'autres bénéficier de ses richesses naturelles.

Après le limogeage de Sánchez de Lozada, c'est le vice-président Carlos Mesa qui assumait la présidence. Il démissionna en 2005 lorsqu'il fut mis en échec par une nouvelle mobilisation du peuple exigeant la nationalisation des hydrocarbures et une participation aux bénéfices qui ne seraient pas inférieure à 50% pour l'entreprise d'Etat YPFB (Yacimientos Petrolíferos Fiscales de Bolivia), récemment refondée. Bien que de nombreuses entreprises étrangères menacent de porter plainte contre l'Etat pour la Loi des hydrocarbures approuvée par le gouvernement sortant, les indigènes font pression avec l'occupation pacifique des puits, et le pays se prépare à des élections générales en décembre 2005 [3] et à la réalisation possible d'une Assemblée constituante [4]. De nombreux leaders émergent dans l'opposition, parmi eux le dirigeant indigène du Mouvement vers le socialisme (MAS), Evo Morales, qui s'est opposé aux aspirations sécessionnistes des élites créoles de la région de Santa Cruz, la plus riche du pays, en même temps qu'il soutient la nationalisation des hydrocarbures.

Equateur

En Equateur, en raison également du refus de l'exploitation de la richesse pétrolière par des multinationales sans bénéfices tangibles pour la population, il y a eu des révoltes populaires dans des régions comme Sucumbíos et Orellanas, qui parvinrent à bloquer les activités des entreprises pétrolières pour faire pression en faveur d'une meilleure participation des Equatoriens aux bénéfices. L'actuel président, Alfredo Palacio, a accédé à la charge suprême cette année après la chute du président antérieur, Lucio Gutiérrez, qui quitta le pays au milieu des protestations massives de la société civile de Quito - la rébellion appelée des Forajidos - contre sa politique imposée par des moyens chaque jour plus dictatoriaux. Les mouvements indigènes et en général l'opposition au gouvernement antérieur exigent du nouveau gouvernement d'Alfredo Palacio la révision de l'accord avec le FMI qui empêche l'utilisation des ressources pétrolières pour financer des politiques publiques. Ils exigent également la récupération de la base de Manta concédée à Washington par le gouvernement de Yamid Mahuad, l'arrêt des fumigations du Plan Colombie à la frontière et la neutralité à l'égard du conflit colombien. De nombreux secteurs s'opposent également à la signature du Traité de libre-échange (TLC) avec les Etats-Unis.

De son côté, la Maison Blanche fait pression sur les autorités équatoriennes pour qu'elles se prononcent en faveur des plaintes déposées par ses entreprises (Texaco, Bell South, IBM) contre l'Etat et pour que celui-ci renonce à leur appliquer les lois nationales comme celle qui autorise le gouvernement à résilier le contrat avec « Occidental ». Le président de l'entreprise pétrolière d'Etat a démissionné en raison de l'absence de soutien du gouvernement. De même, des pressions de même origine ont obligé le ministre de

l'économie, Rafael Correa, à se retirer ; celui-ci est partisan de la fin de la dollarisation néfaste à l'économie équatorienne et de l'acceptation de l'aide du Venezuela. L'instabilité intérieure de ce pays qui, en 8 ans, a eu un nombre égal de présidents, va de pair avec l'augmentation du chômage, de la pauvreté et de l'inégalité, accentuée par des politiques classiques d'ajustement fiscal et par une gestion financière peut-être pire que celle qui a échoué en Argentine. Et la situation s'est aggravée du fait de l'ingérence des Etats-Unis.

Pérou

Au Pérou, la principale inquiétude concerne la signature du traité de libre-échange avec les Etats-Unis, dont le gouvernement du président Alejandro Toledo a déclaré qu'il le signerait de toute façon, bien que, dans l'état actuel de la négociation, cela serait préjudiciable à de vastes secteurs de l'agriculture et de l'industrie nationales. En juillet, deux grèves nationales ont eu lieu pour cette raison. Le pays se prépare à des élections et la seule chose claire est que le président actuel ne sera pas réélu.

Mexique et Colombie

La même chose arrive au Mexique avec son président, Vicente Fox, dont le parti a perdu l'appui populaire en raison de l'aggravation des effets sociaux négatifs du libre-échange. L'augmentation substantielle de la productivité des entreprises multinationales installées au Mexique avec le Traité de libre-échange de l'Amérique du Nord (TLCAN), n'a pas signifié une amélioration de la rémunération du travail des Mexicains, et l'écart avec les salaires des Etats-Unis et du Canada, au lieu de diminuer, s'est accru. Le secteur exportateur apporte comparativement peu à l'emploi. 55,3% des nouveaux postes de travail créés jusqu'en 2003 l'ont été dans le secteur informel. En agriculture, plus de 6 millions de paysans ont été déplacés à cause des importations subventionnées en provenance des Etats-Unis. L'inégalité sociale a augmenté et pour un pays qui continue d'exiler une quantité considérable de migrants vers son voisin du Nord, le chômage se maintient à des niveaux inacceptables (3,8%). De fait, la seconde source de revenus extérieurs la plus importante après les exportations pétrolières est l'argent envoyé par les émigrés (plus de 13 milliards de dollars par an). Pour tout ce qui précède, le candidat le plus souhaité pour succéder à Fox est le maire de la capitale, qui est dans l'opposition, López Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD), qui se déclare opposé au néolibéralisme.

Dans les autres pays de la région, les secteurs les plus organisés, avec à leur tête les syndicats et les partis d'opposition, ont refusé les privatisations et la diminution du secteur public, le poids écrasant du service de la dette et l'augmentation des impôts à la consommation pour atteindre l'équilibre fiscal. On dénonce que, tandis que diminuent des charges sur les revenus du capital, de nouvelles exemptions pour l'investissement étranger sont annoncées et on dénationalise de grandes entreprises. A cela s'ajoutent les protestations pour la détérioration des revenus du travail favorisée par la « flexibilisation » du marché du travail et l'absence de véritable solution pour la pauvreté, parmi d'autres motifs de mécontentement. Ceci est clair en Colombie, un des pays qui a le plus haut degré d'inégalité dans le monde - l'avant-dernier de la région -, où les travailleurs ont été lésés pour près de 2 milliards de pesos de revenus avec la dernière réforme du travail en faveur des banques et des grandes entreprises.

Costa Rica et Panamá

Egalement au Costa Rica et au Panamá grandit la protestation des travailleurs pour des raisons liées à l'agenda néolibéral. Pour le premier de ces pays, comme dans d'autres pays d'Amérique centrale, comme le Honduras et le Nicaragua, il y a un climat général d'opposition au traité récemment approuvé de libre-échange de l'Amérique centrale avec les Etats-Unis (CAFTA), aussi bien dans le monde du travail urbain et rural que dans quelques secteurs des entreprises affectées par cette mesure. La Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) a averti que ce traité de libre-échange augmenterait gravement la dépendance des Centraméricains à l'égard des pays du Nord. On observe des mouvements paysans qui coordonnent leurs activités dans 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pour refuser le traité de libre-échange considéré comme un « progrès de la recolonisation effectuée par les transnationales ».

Chili

Même au Chili, pays que l'on cite fréquemment comme un exemple de la réussite néolibérale – et qui a été le lieu de l'expérience pilote de ce modèle dans les années 70 – le chômage se maintient à des niveaux relativement élevé (8,7%) pour le niveau de croissance du PIB (6,1%). L'inégalité des revenus continue d'être une des plus élevée de la région, dépassée seulement par le Brésil et la Colombie. Bien que la pauvreté ait diminué proportionnellement plus que dans les autres pays, des réalités comme la sécurité sociale privatisée exposent la majorité des travailleurs à un avenir incertain et précaire, alors que les fonds privés ont bénéficié de la « capture » de plus de 61 milliards de dollars des travailleurs. De plus, la prospérité de 1% des entreprises qui concentrent 96% des exportations, ne peut pas occulter les nombreux ébranlements qui affectent les petites et moyennes entreprises qui génèrent 80% de l'emploi, et le mécontentement grandit progressivement parmi les travailleurs et les retraités.

Conclusions

(...) Les Etats-Unis n'acceptent pas que l'échec des réformes néolibérales soit imputé au contenu socialement régressif de celles-ci et non à la supposée « corruption » générale des gouvernements qui les appliquent. D'autre part, des pays comme l'Argentine, qui voient dans la position des Etats-Unis la poursuite du Consensus de Washington, opposent à cela les effets correctifs des politiques actives de la part de l'Etat et le rétablissement de son rôle redistributeur. Telle est également la tendance croissante parmi les secteurs les plus importants de la population latino-américaine. Comme l'indique l'universitaire colombien Eduardo Sarmiento : « il est presque naturel que l'opinion ne se reconnaisse pas dans un système qui génère la croissance, des profits pour les entreprises et des augmentations de productivité, et qui en même temps accroît les inégalités et détruit l'emploi. Qu'on le veuille ou non, la nécessité se fait jour d'un nouveau modèle qui concilie les avantages de l'équité avec ceux de l'efficacité, et qui confère droit de cité, après les avoir longtemps disqualifiés, aux programmes d'embauche, à la progressivité des impôts, la régulation des marchés, la protection de la main-d'œuvre non qualifiée et les politiques industrielles sélectives. »

La tension entre le dogme soutenu par le pouvoir de Washington mais démenti par l'évidence empirique, et la position critique de ceux qui proposent d'abandonner le modèle qui a échoué et de le remplacer par un autre différent – comme ceux qui sont essayés avec succès dans différents pays – promet d'approfondir les distances entre le Nord et le Sud du continent. Tout indique que Washington continuera à promouvoir les vertus du « libre-échange », qu'il applique peu lui-même mais dont l'acceptation par d'autres pays lui a valu en retour de grands avantages pour ses entreprises multinationales. En même temps, les pays d'Amérique latine prendront leur distance à l'égard de ces vérités qui n'ont été démontrées par aucun pays et à aucun moment, et ils emprunteront leur propre chemin, en prenant pour base le principe de l'intérêt national qui, loin de disparaître, est plus que jamais d'actualité.

De façon certaine, la marée montante des peuples a commencé à changer les gouvernements dépendants des dictats étrangers et en affinité avec le modèle néolibéral, par d'autres qui sont plus en harmonie avec leurs intérêts réels et soucieux du développement de leur patrie.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2857.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [Nueva Gaceta](#) (Bogotá, Colombie) novembre 2005-mars 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] 2004.

[2] 2005.

[3] Ces élections ont porté au pouvoir Evo Morales.

[4] Qui pourrait avoir lieu en mars.